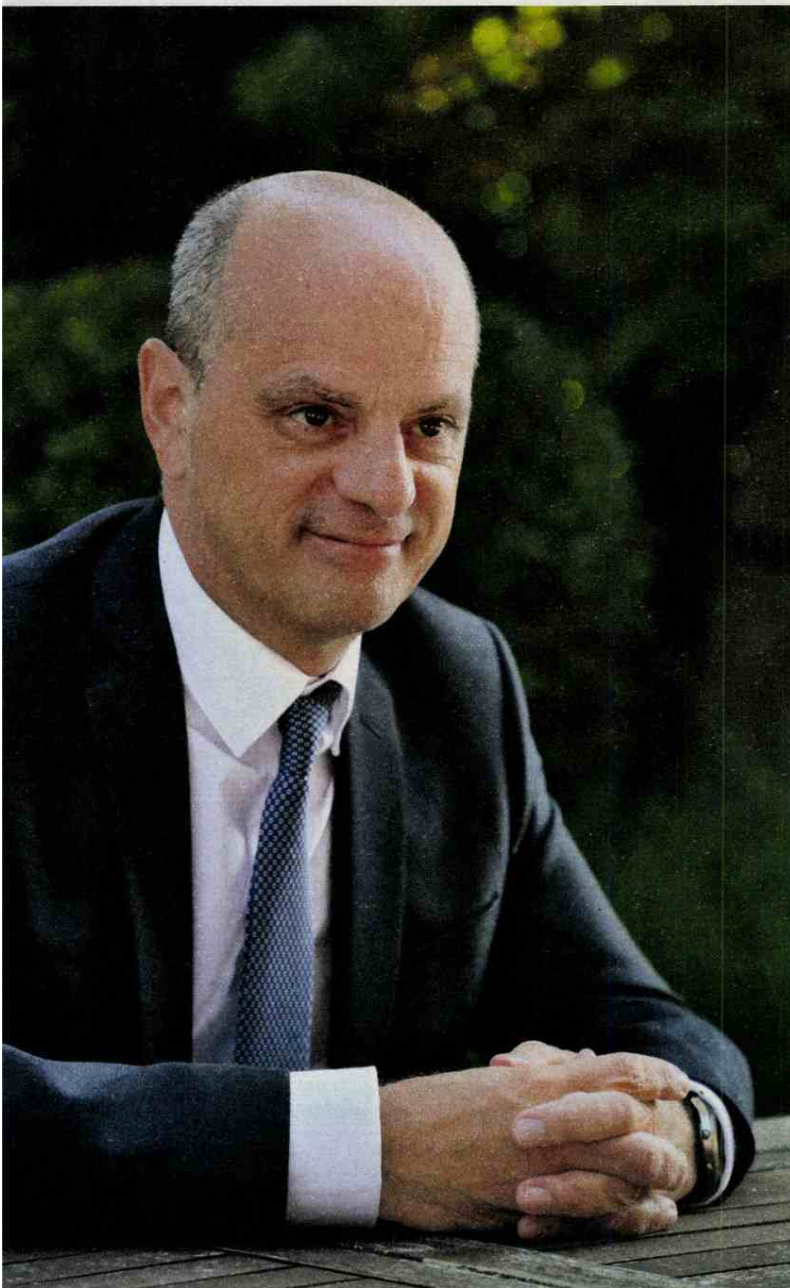




# Jean-Michel Blanquer

## « J'irai jusqu'au bout »



Nous avons rencontré Jean-Michel Blanquer à Paris le 23 août.

**Si le ministre de l'Education entend mener à son terme sa réforme du lycée et du bac, malgré la contestation d'une partie des professeurs et des lycéens, il souhaite aussi améliorer le pouvoir d'achat des enseignants.**

Propos recueillis par Gaëtane Morin, photo Olivier Arandel.

**R**essourcé par ses vacances en Bretagne, Jean-Michel Blanquer s'apprête à vivre un mois de septembre un peu plus chahuté que les précédents, avec la mise en place progressive de sa réforme du lycée et du baccalauréat, qui fait polémique. A dix jours de sa troisième rentrée à la tête du ministère de l'Education ce lundi 2 septembre, il nous a reçus, rue de Grenelle, pour un entretien ouvert et franc.

**En juillet, la fronde contre votre réforme du bac a pris une forme inédite, avec la grève des copies. Qu'en avez-vous appris ?**

**Jean-Michel Blanquer** Ce mouvement atypique par sa dureté était le fait d'une minorité : moins de 2 000 grévistes pour quelque 200 000 correcteurs. Dans notre société, un petit nombre de protestataires peut se révéler beaucoup plus bruyant que la majorité silencieuse, et créer des atmosphères délétères qui ne sont pas représentatives. C'est un phénomène sur lequel nous devons être vigilants car il peut avoir un caractère anti-démocratique. Voilà pourquoi il m'a semblé essentiel de garantir les résultats des élèves en temps et en heure, donc de faire appel au contrôle continu pour pallier la non-correction de quelques copies au bac. J'ai pris cette décision sur la base des principes démocratiques et républicains. Il n'est pas question qu'une minorité radicalisée entrave le service public et perturbe le baccalauréat de près de 750 000 élèves. Cela ne m'empêche pas d'écouter les revendications formulées. Je suis le ministre des professeurs. Et j'insiste, la considération qui leur est due doit être renforcée. ●●●



... S'inquiétant de la réforme des retraites, ils réclament une meilleure rémunération. Comment allez-vous y répondre ?

**Jean-Michel Blanquer** C'est évidemment un sujet, énoncé clairement par le président de la République lors de la conclusion du Grand Débat. Nous avons travaillé, en juin, sur le budget de l'année 2020 afin d'améliorer le pouvoir d'achat des enseignants qui sera réévalué d'environ 300 euros annuels en moyenne par agent, grâce à une enveloppe supplémentaire de 300 millions d'euros. Par ailleurs, nous allons discuter avec les partenaires sociaux afin de concilier l'enjeu de la réforme des retraites avec l'hypothèse des premiers effets en 2025, et celui de la rémunération des professeurs. Ils ne doivent pas être pénalisés par le niveau d'indemnités qui est le leur aujourd'hui, et qui est moins élevé que celui de certains autres cadres de la fonction publique. Je veux leur garantir une retraite juste et, pour cela, réussir une hausse progressive des salaires, en temps et en heure.

Malgré ces promesses, la colère ne semble pas retomber. Comment abordez-vous cette rentrée ?

Je suis serein car cette rentrée apporte la preuve que l'Éducation nationale est réformable et se réforme. Les mesures que j'ai prises dès mon installation dans ce ministère en 2017 sont désormais concrètes et tangibles. Un exemple : cette année, les 300 000 élèves bénéficieront du dédoublement des classes de CP et de CE1 en REP et REP+ (réseau d'éducation prioritaire, NDLR). Cette mesure concerne 20 % de ces deux classes d'âge. Les retombées sont prometteuses. Un professeur de CE2 m'a dit récemment avoir un public très différent de celui d'avant : ses élèves savent lire, écrire, compter, ils sont calmes, contents de travailler, respectueux d'autrui. Réformer, c'est essentiel. A la rentrée prochaine, en 2020, nous allons élargir le dédoublement, toujours en REP+, aux classes de grande section de maternelle. Surtout, d'ici à 2022, conformément à la promesse d'Emmanuel Macron, nous garantirons qu'il n'y ait pas plus de 24 élèves par classe en grande section de maternelle, en CP et en CE1, sur tout le territoire.

**« Je ne suis pas là pour être applaudi par tout le monde »**

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale

### LA RÉFORME DU LYCÉE EN (TRÈS) RÉSUMÉ

Les filières S, ES et L vont disparaître d'ici à 2021. En fin de seconde, les lycéens doivent choisir – en plus du tronc commun obligatoire (français, philo, deux langues vivantes, histoire-géographie, sport, enseignement civique et enseignement scientifique) – trois spécialités (arts, biologie-écologie, sciences de l'ingénieur...) pour la première. Ils n'en garderont que deux pour la terminale.

Le baccalauréat 2021 comprendra un contrôle continu (en première et terminale), et quatre épreuves finales : le français en fin de première et, en terminale, les deux enseignements de spécialité (après Pâques), la philosophie et un grand oral (en juin).

La note du bac est composée des résultats aux épreuves finales (60 %) et de ceux du contrôle continu (40 %).

Les mouvements sociaux, qui ont fait tomber six de vos prédécesseurs (lire aussi p. 19), ne vous effraient donc pas ?

Que des questionnements et des inquiétudes s'expriment, c'est normal. C'est aussi le signe que l'on fait bouger les choses. Tout changement provoque des interrogations, du stress. Pour autant, pourrait-on vivre sans rien modifier ? Je ne le crois pas. Je ne fais pas cela pour le plaisir, mais parce qu'il faut répondre à des impératifs de consolidation des connaissances et des compétences dans un monde qui change, caractérisé par l'irruption des nouvelles technologies et le diktat de l'immédiateté. Nous sommes, je crois, en train de réussir notre pari sur la maîtrise des savoirs fondamentaux, quelle que soit l'origine sociale des enfants. Je viens de lire une étude d'Alain Bentolila (linguiste spécialiste de l'apprentissage de la lecture, NDLR) sur les classes dédoublées. Il mesure les progrès en lecture et en mathématiques. C'est ce qui m'importe. Je sais que je ne suis pas là pour être applaudi par tout le monde, mais pour faire avancer nos élèves, et donc notre pays.

En ce qui concerne le bac, l'entourage de Xavier Darcos avait parlé d'un « totem », en 2008. Il avait dû renoncer à son projet. Risquez-vous de connaître le même sort ?

Pour ce qui dépend de moi, je mènerai cette réforme jusqu'au bout, dans l'intérêt des lycéens et de leur avenir. Elle est largement engagée. Personne ne peut imaginer que l'on rétablisse les séries S, ES et L, qui ont été supprimées. Il y a une dimension d'irréversibilité dans ce qui a été fait. Dans la mise en œuvre de la réforme, en revanche, il reste des choses à discuter. C'est ce que je fais en ce moment au sein de comités de suivi avec les organisations représentatives.

Réussir là où Xavier Darcos avait échoué, est-ce finalement le sens de l'Histoire ? Les réformes abandonnées finissent-elles toujours par passer ?

Ma réforme n'est pas exactement celle qu'il avait pensée, il y a plusieurs différences de fond. Même avant lui, il existait des réflexions, depuis plusieurs décennies, pour moderniser le baccalauréat et le renforcer. Le bac est un jalon dans un parcours, il permet de valoriser les compétences acquises pour réussir dans l'enseignement supérieur et la vie professionnelle. Prenons l'exemple du grand oral, qui sera institué en 2021. Nos enfants doivent pouvoir bien s'exprimer à l'oral. Or ce n'est pas une force du système français aujourd'hui. Il faut qu'ils soient en confiance, qu'ils sachent écouter, argumenter, développer un propos de manière logique. Autre exemple : l'émergence de nouveaux enseignements. Nous



**En septembre 2018, Jean-Michel Blanquer se rendait dans une école de Poissy (Yvelines) pour évoquer le dédoublement des CP et des CE1.**

sommes le premier pays au monde à introduire un enseignement de spécialité de quatre à six heures hebdomadaires au lycée concernant le numérique et les sciences informatiques. Les lycéens vont avoir beaucoup plus de choix, ils pourront approfondir les matières qu'ils aiment.

**Tout le monde a un avis sur l'école, vous vous retrouvez avec 60 millions de ministres de l'Éducation... Est-ce un frein supplémentaire ?**

Ce n'est pas un problème, mais une chance ! Cela montre que l'éducation est le sujet de société par excellence. Il est normal, et même souhaitable, que l'ensemble des Français s'y intéressent. Si cela suscitait de l'indifférence, ce serait synonyme d'immobilisme. Il faut du débat, mais soyons attentifs à ce qu'il repose sur des bases réelles et des faits vérifiés, dans un esprit d'honnêteté intellectuelle. Quand, l'année dernière, on a dit que j'allais supprimer l'école maternelle alors que je rendais l'école obligatoire dès 3 ans, cela relevait du complotisme !

**Le président vous a enjoint de faire les réformes « avec » les Français davantage que « pour » les Français. Comment allez-vous traduire cette exigence ?**

Le meilleur exemple est celui de la protection de l'environnement, un des marqueurs de cette rentrée. Avec les lycéens au printemps, nous avons coproduit une feuille de route contenant huit propositions. L'Éducation nationale n'est plus un « mammoth » (comme l'avait dit

Claude Allègre, lire p. 19) mais un peuple de colibris ! Elle représente plus de 12 millions d'élèves, 1,1 million de personnels. Tous ensemble, on peut faire bouger les choses. Les élèves vont développer les potagers dans les écoles, installer des ruches et des perchoirs à oiseaux, revégétaliser, supprimer le plastique, trier les déchets, faire attention aux dépenses énergétiques. On ne veut pas fabriquer une génération de déprimés, de pessimistes sur le réchauffement climatique, mais une génération d'acteurs qui vont se mobiliser dès maintenant.

**Dès qu'il y a un problème de société, comme ici la lutte contre le réchauffement climatique, on demande à l'école d'y répondre. N'est-ce pas la détourner de sa mission première ?**

Il faut avoir une approche méthodique en raisonnant par cercles concentriques. Le cœur de la mission de l'école, c'est l'instruction et la transmission des savoirs. Mais on doit assumer qu'elle ait un rôle vis-à-vis de la société. Elle n'est pas une citadelle, encore moins une citadelle assiégée. Elle doit aussi éduquer, en lien avec les familles, afin de transmettre des valeurs. Et elle doit lutter contre les inégalités sociales, notamment par la culture, le sport, le développement de l'enfant.

**Finalement, diriez-vous que vous êtes heureux ?**

Oui. Je veux m'inscrire dans le temps long et dans un esprit collectif de participation et d'union. Ce sont là les deux clés de la réussite de notre école. ■■■